

Anthropologie et Sociétés



Thomas Hylland ERIKSEN, *Common Denominators. Ethnicity, Nation-Building and Compromise in Mauritius*. Oxford et New York, Berg, 1998, 207 p., bibliogr., index.

Natacha Gagné

Volume 24, numéro 3, 2000

Nouvelles parentés en Occident

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015685ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015685ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagné, N. (2000). Compte rendu de [Thomas Hylland ERIKSEN, *Common Denominators. Ethnicity, Nation-Building and Compromise in Mauritius*. Oxford et New York, Berg, 1998, 207 p., bibliogr., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 24(3), 170–171. <https://doi.org/10.7202/015685ar>

Thomas Hylland ERIKSEN, *Common Denominators. Ethnicity, Nation-Building and Compromise in Mauritius*. Oxford et New York, Berg, 1998, 207 p., bibliogr., index.

Dans cet ouvrage, Eriksen se demande si des États souverains multiethniques peuvent être des communautés imaginées significatives et être stables politiquement. Le cas de l'Île Maurice à l'appui, sa réponse est oui. C'est la conclusion à laquelle il arrive à la suite d'une étude approfondie de ce jeune pays insulaire de l'océan Indien.

Après une présentation de la société mauricienne et de son histoire, l'auteur identifie des « lieux sociaux » où l'identité ethnique prime sur l'identité nationale. C'est le cas, entre autres, dans les contextes où il est question de langue et de religion. Population hautement diversifiée, les Mauriciens ont tissé ces lieux, selon Eriksen, à l'époque où le marché du travail favorisait la reproduction des catégories ethniques dans la mesure où les employeurs faisaient surtout confiance aux gens de leur groupe ethnique. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, sauf dans certains secteurs.

L'expression de l'ethnicité déborde ce champ. Eriksen montre clairement qu'on la retrouve dans plusieurs situations où elle est vue comme prioritaire. Pourtant il s'attarde surtout à dégager les dénominateurs communs des bricolages identitaires à l'œuvre au niveau de l'État souverain, mettant alors en évidence que certaines identités cherchent à réconcilier homogénéisation et différenciation ethnique, permettant ainsi la construction d'une identité partagée au-delà des différences.

Pour Eriksen, ces identités convergentes seraient encouragées de plusieurs façons, entre autres : 1) par les identités de classe et les identités de genre qui se forment dans le marché du travail et dans les luttes syndicales ; 2) par l'éducation, qui est uniformisée, et par un accès en hausse constante aux études avancées ; 3) par l'insertion et l'intégration, selon le mérite, des individus d'origines ethniques diverses au sein de grandes entreprises en concurrence sur le marché international ; 4) par des habitudes de consommation qui sont de plus en plus similaires ; 5) par une plus grande mobilité sociale ; 6) par des compétitions sportives ou autres à l'échelle internationale ; 7) par des mariages mixtes ; et 8) par des médias de masse qui promeuvent une identité commune mauricienne.

Dans ce nouvel univers, la relation avec le monde extérieur contribue aussi à transcender, voire remplacer, les relations ethniques d'antan. Sous cet angle, ce livre d'Eriksen montre que l'État mauricien est un intermédiaire actif entre le local et le supranational, car il participe à une construction nationale sur la base de convergences entre identités ethniques différentes cohabitant sur un même territoire. Il s'agit d'une approche très innovatrice. Elle fait ressortir la dynamique de la construction identitaire nationale, ce que d'autres anthropologues n'ont pas perçu, intéressés qu'ils étaient à lire le local tel un repli, comme Friedman (1994) et Herzfeld (1997).

L'Île Maurice est devenue pays en 1968. Depuis, l'État, qui assure la stabilité politique et sociale, met l'accent sur la construction d'une identité civique. Le livre d'Eriksen témoigne de la nécessité de cette approche dans un univers sans majorité ethnique et sans populations autochtones. Est-ce un modèle acceptable ? Pourrait-il être adopté au Québec et constituer, comme le suggère Bariteau (1998), la voie permettant de consolider le « vivre ensemble » d'un Québec souverain ? C'est fort probable. Chose certaine, le cas mauricien amène de l'eau au moulin à cette approche et montre qu'il est possible de réaliser une construction nationale en misant sur l'édification d'une identité commune. Sous cet angle, peut-être faut-il, comme le révèle le cas mauricien, mettre surtout en valeur des sites, des situations et des personnages historiques qui surpassent les idéologies particularistes et

miser sur des symboles nationaux multivoques qui consolident le nationalisme de l'État et celui de la société civile. Eriksen a pourtant raison de souligner que les symboles nationaux associés aux colonisateurs, la France et la Grande-Bretagne, ne sont pas la meilleure façon de résoudre le problème des symboles ethniques spécifiques. Il a aussi raison de mettre en évidence l'importance de construire en fonction du futur, du progrès économique et de la loyauté plutôt qu'en lien avec un passé mythique.

En lisant ces passages, notamment ceux qui présentent ce pays comme une mosaïque multiculturelle, on ne peut pas éviter de penser à la construction identitaire canadienne qui, contrairement à ce qui a cours à l'Île Maurice, mise surtout sur la valorisation des ethnicités. L'Île Maurice n'est pas totalement à l'abri d'une telle approche même si des efforts sont déployés pour en contrer le développement. Jeune pays où les différences culturelles sont acceptées dans certaines limites établies par l'État souverain, ses dirigeants demeurent des individus en provenance de groupes ethniques aux traditions et aux valeurs particulières et ont inévitablement des idées divergentes quant à la pérennité des valeurs et intérêts de leur groupe d'origine, certains y voyant un ancrage nécessaire à l'expression de leur identité privée et publique. Voilà ce qui, un jour, peut être source de nouveaux conflits. Comme Eriksen le souligne avec à-propos, la tâche la plus difficile demeure, dans ce jeune pays, de tracer la frontière entre le droit à un héritage fondé sur la culture d'origine et le droit issu de l'établissement de dénominateurs communs. Pour y arriver, peut-être faudrait-il dissocier l'identité culturelle et l'action politique et miser plus sur la nation politique qui s'achève par la citoyenneté que sur la reconnaissance des ancrages identitaires.

Références

- BARITEAU C., 1998. *Québec, 18 septembre 2001. Le monde pour horizon*. Montréal, Québec/Amérique.
- FRIEDMAN J., 1994. *Cultural Identity and Global Process*. Londres, Sage Publications.
- HERZFELD M., 1997. *Cultural Intimacy: Social Poetics in the Nation-State*. Londres et New York, Routledge.

Natacha Gagné
Département d'anthropologie
Université McGill
855, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2T7
Canada
natacha_gagne@hotmail.com

Mondher KILANI (dir.), *Islam et changement social*. Lausanne, Éditions Payot, 1998, 334 p., tabl., réf., gloss., index.

L'islam (religion) et l'Islam (région) sont traités, ici, comme un cas particulier d'une dynamique sociale qui n'a épargné pratiquement aucune société humaine en cette fin de siècle : la mondialisation. En ce sens, le livre aurait dû s'intituler « L'adaptation à la modernisation dans les sociétés islamiques ». En utilisant l'approche comparative dite de « l'étude cas », le livre axe sa problématique non pas tant sur les particularités civilisationnelles de cette région appelée « Islam » que sur le changement culturel et social induit